



**LAEREN**  
Le novembre une centaine de scouts de la 102ème Laeren une marche parrainée de 20 km au profit de l'opération. Malvaert par le pays de Boulogne, les différents groupes Grombergen pour revenir par le Domaine des Trois Fontaines (des restaurants) et des paysages à faire rêver. Cela n'a pas quelques chers de couvrir la distance... à la course.



**ARNAUD ZACHARIE**  
Secrétaire général du CNCD-11.11.11



**PALESTINE**  
La maison Pa... du Tiers-Mon... cultures... (voies... maticité... d'Amérique latine le mystère de ses culturelles et humaines. C... auquel le Patro des filles a par...

# Il était une fois ... le CNCD-11.11.11

À 45 ans, on est plus tout jeune. Les souvenirs s'accumulent. Cette année, le CNCD-11.11.11 fête ses 45 ans et, hasard du calendrier, cet anniversaire tombe la même année qu'une date ô combien symbolique : le 11 novembre 2011. L'occasion a été saisie pour rassembler quelques dates, chiffres, témoignages et anecdotes et vous conter brièvement notre histoire, remémorer quelques combats politiques et présenter quelques réussites emblématiques de projets soutenus par l'Opération 11.11.11.

**NON!**  
AU PROJET  
BULL  
GOL  
la confiance  
les grèves de  
la faim!  
ETRANGERS,  
VOUS AVEZ DIT ETRANG



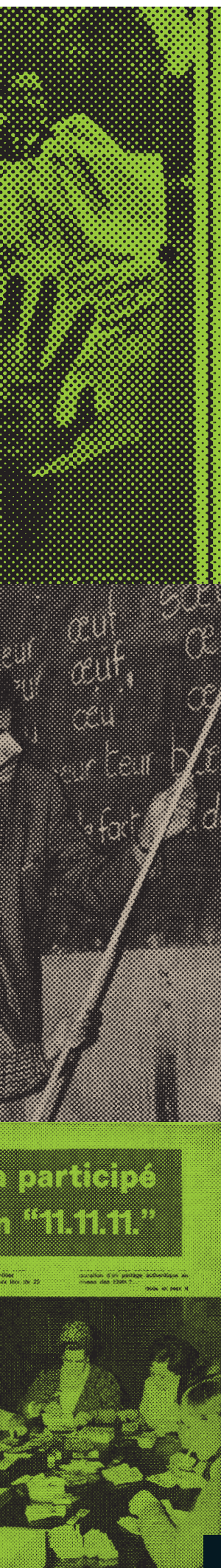
**Leur bonheur,  
une question de justice**  
Crédites le compte n° 44/68.515,  
ouvert en faveur de l'Opération 11.11.11,  
auprès de la Banque Belgo-Comptable.  
Les sommes versées peuvent  
être déduites des revenus  
disposables.  
C.N.C.D. - 67-75 rue Botanique - 1000 Bruxelles.

**Julius NYERERE est venu à Bruxelles  
fêter les 20 ans du C.N.C.D.-N.C.O.S.**

Bruxelles :  
Marie-Paule  
Rue Théoph  
Tel. 02/690...  
Brabant wallon :  
Pierre SONT  
Avenue Pau  
Tel. 016/61...  
Hainaut :  
Leon DE M  
Rue Eliaers  
Tel. 071/48...  
Lige :  
Gaëtan KAKU  
Avenue de l'O  
Tel. 041/52 93...  
Luxembourg :  
Denise FLORE  
Avenue Albert  
tel. 061/31.25.7...  
Namur :  
Guy DELFORC  
Rue des Dams  
Tel. 083/21.48...

**La Belgique tout entière a  
avec générosité à l'opération**





Le CNCD-11.11.11 a traversé 45 ans d'histoire de la coopération au développement. La plupart de ceux qui ont participé à sa création ne sont plus là pour en témoigner. D'autres qui ont participé à son évolution sont toujours bien présents. Nous sommes donc partis à la collecte d'anecdotes, de témoignages pour tenter de retracer les grandes lignes de cette histoire...

### Il était une fois le CNCD

Le Centre national de coopération au développement/Nationaal Centrum voor Ontwikkelingssamenwerking (CNCD/NCOS) est né le 26 avril 1966. Quatre collectifs d'associations de solidarité avec le tiers-monde<sup>1</sup> entendaient ainsi répondre à l'appel de la FAO –

### Il était une fois 11.11.11

Le CNCD lancé, celui-ci organisa quelques mois plus tard, le 11 novembre exactement, la première Opération 11.11.11. Son objectif : mobiliser des fonds auprès de la population belge pour financer des projets de développement dans le tiers-monde. Pourquoi 11.11.11 se demandent souvent les gens ? Parce que les fondateurs de la coupole voulaient rappeler qu'il n'y avait pas de développement possible sans paix, et inversement, d'où le choix d'organiser cette récolte le 11<sup>e</sup> jour du 11<sup>e</sup> mois à la 11<sup>e</sup> heure, soit le moment où traditionnellement les anciens combattants fleurissaient les monuments aux morts.

### 11.11.11, oui mais...

Si les premières années sont marquées par une vision caritative, les années 70, sous l'impulsion des mouvements tiers-mondistes, font évoluer l'organisation vers une coordination plus large d'une centaine de membres. Le CNCD-11.11.11 se sépare alors des personna-

## « LES FONDATEURS VOULAIENT RAPPELER QU'IL N'Y AVAIT PAS DE DÉVELOPPEMENT POSSIBLE SANS PAIX »

L'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation – pour éradiquer la faim dans le monde. Elles créent donc une coupole regroupant plusieurs jeunes associations belges de solidarité internationale, qu'on appellera plus tard organisations non gouvernementales (ONG). L'idée première de cette coupole était de mettre la coopération au développement au-dessus des parties prenantes et des grandes idéologies de l'époque en la plaçant sous le parrainage de différentes personnalités des trois piliers politiques (socialiste, chrétien et libéral) qui ont marqué l'histoire du pays. Son premier président fut Paul-Henri Spaak, le même qui exerça entre autres les fonctions de Premier ministre, secrétaire général de l'OTAN et président de la première Assemblée générale de l'ONU.

lités politiques et se développe autour de trois piliers : les ONG tiers-mondistes, les comités locaux de volontaires et les mouvements socio-culturels et de jeunesse. L'organisation devient ainsi le lieu de convergence d'organisations pour lesquelles le développement est lié aux changements structurels dans les politiques internationales. Ralph Coeckelberghs, actif depuis plus de trente ans au sein du CNCD-11.11.11, se souvient : « Nous avons lancé une campagne externe intitulée : 11.11.11, oui mais... Nous voulions par-là insister sur l'importance de ne pas se limiter à financer des projets dans le tiers-monde, mais d'aussi interpellier les décideurs politiques ». La coupole se fixe alors trois missions : le financement de projets dans le tiers-monde, les interpellations politiques et l'information du public belge.



## On se sépare mais on reste amis

Alors que l'organisation évolue vers une approche davantage fondée sur la défense des droits humains et sur la solidarité avec les luttes des peuples du tiers-monde, la demande d'autonomie de l'aile flamande, le NCOS (devenu depuis 11.11.11), aboutit à la scission en deux entités juridiques distinctes en 1981. Selon Geneviève Ryckmans, présidente de la coupole francophone à l'époque : « La scission s'est passée de manière cordiale, nous n'étions pas demandeurs en tant que francophones, mais nous l'avons acceptée et sommes restés en très bons termes avec nos homologues néerlandophones ». Aujourd'hui, les collaborations restent permanentes et les campagnes sont souvent communes...

## Un profil politique qui s'affirme

Au cours des années 1980, le CNCD-11.11.11 multiplie les combats politiques : contre l'apartheid en Afrique du Sud, pour la démocratie au Congo/Zaire, contre la faim dans le monde. En 1984, l'organisation se sépare de son département des projets dans le tiers-monde, SOS Faim, qui devient une ONG autonome, tandis que la coupole se recentre sur son rôle de coordination en termes de sensibilisation et de plaidoyer politique, ainsi qu'en termes de collecte de fonds pour financer les projets de ses membres et de leurs partenaires dans le tiers-monde. En 1986, le CNCD-11.11.11 crée l'ONG « Le Monde selon les Femmes » pour promouvoir l'égalité des sexes et la dimension genre dans les ONG et leurs projets de développement.

Formellement agréée en 1991 en tant qu'ONG par le gouvernement – ce qui donne accès à un cofinancement public –, le CNCD-11.11.11 poursuit au cours des années 1990 son travail politique. À l'époque déjà, une campagne a été menée sur la régulation des marchés financiers et la lutte contre la spéculation financière. 1992 voit aussi la question environnementale faire son



entrée dans le secteur du développement avec le Sommet de la Terre de Rio. Des enjeux toujours et encore plus d'actualité.

## Soutenir la société civile du Sud

Le début des années 2000 est marqué du sceau de la dette du tiers-monde. Le CNCD-11.11.11 participe à la mobilisation mondiale du Jubilé 2000 pour l'annulation de la dette du tiers-monde et lance une grande campagne de trois ans en Belgique. En 2003, les trois syndicats (CSC, FGTB et CGSLB) rejoignent la coupole, dont le nombre et la nature des organisations membres continuent de s'élargir. C'est également à cette époque que débute un processus de réforme institutionnelle, qui passe notamment par la création en 2006 d'un programme « citoyenneté et démocratie » financé par l'Opération 11.11.11<sup>2</sup>. Celui vise le renforcement des capacités de la société civile du Sud par le biais de coordinations et de coupoles d'ONG et d'associations. Sa philosophie part du postulat que la démocratie fait partie intégrante du processus de développement et que la construction de contre-pouvoirs citoyens coordonnés et suffisamment représentatifs représente le ciment indispensable à la mise en œuvre de politiques de développe-

ment reflétant les attentes des populations locales. En 2009, l'organisation d'Assises de la coopération aboutit à l'adoption d'une nouvelle charte politique en vue d'affronter les enjeux du 21<sup>e</sup> siècle. Cela ne fait pas de doute : du chemin a été parcouru depuis la vision caritative des débuts.

En 45 ans d'existence, le CNCD-11.11.11 a traversé une bonne partie de l'histoire de la coopération au développement en général et des ONG en particulier. Bon gré, mal gré, à travers les débats, les combats et les réformes, dans les classes d'écoles, les couloirs du parlement ou dans la rue, il s'est fait une place au sein de la société civile et est devenu avec son homologue néerlandophone le principal interlocuteur du gouvernement sur les questions de coopération internationale.

1/ Le Comité Projets au Tiers-Monde, le Comité belge pour le Volontariat Outre-Mer, le Comité national d'accueil des étudiants étrangers et le Comité belge pour l'Aide aux Réfugiés  
2/ L'Opération 11.11.11 finance chaque année une cinquantaine de projets regroupés au sein de deux programmes : le programme « citoyenneté et démocratie », qui regroupe les partenariats directs du CNCD-11.11.11, et le programme « partenaires », qui regroupe l'ensemble des programmes et projets de développement présentés par les organisations membres de la coupole et leurs partenaires du Sud.

Page 4 :

★ Le Tiers-Monde régresse-t-il ?

Page 6 :

★ UNCTAD II : Un échec ?

Page 13 :

★ Le Rwanda construit des transisto

Page 22 :

★ Voyagez les

# De combats politiques en combats ... politiques

L'histoire du CNCD-11.11.11 est truffée de campagnes et de combats politiques qui ont pris avec le temps de plus en plus de place au sein de la coupole.

## Soutien aux peuples du tiers-monde

Au départ, les principaux combats ont porté sur des formes de soutiens à des peuples du tiers-monde. Par exemple, suite au coup d'État militaire contre le président chilien Salvador Allende, le CNCD/NCOS condamna fermement le putsch et appela la Belgique à ouvrir son ambassade pour permettre d'accueillir les réfugiés politiques chiliens. La Belgique abritera en effet un nombre important de réfugiés chiliens et latino-américains dans les années 1970.

Dans les années 1980, Le CNCD-11.11.11 participa au front de la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud au travers notamment de l'ouverture d'une ligne spécifique de l'Opération 11.11.11 pour le soutien du mouvement anti-apartheid, tandis que des projets financés par 11.11.11 permirent à des ONG belges de soutenir des mouvements populaires contre les dictatures au Brésil ou au Zaïre. Autre combat mémorable : celui pour la démocratie et le développement au Congo-Zaïre. Pierre Grega, secrétaire général du CNCD-11.11.11 à partir de 1986, se souvient notamment de l'organisation d'un Tribunal des Peuples sur le Zaïre et la campagne de dénonciation de la dictature de Mobutu organisée par le « groupe Zaïre » coordonné par le CNCD-11.11.11 : « Le gouvernement belge a tout fait pour nous empêcher d'organiser ce Tribunal des peuples en Belgique, car nous étions trop critiques à ses yeux envers leur allié Mobutu. Nous avons donc dû organiser cet événement aux Pays-Bas voisins. Mais Léo Tindemans, ministre des Affaires étrangères de l'époque, a néanmoins coupé les fonds au groupe Zaïre jugé trop critique ».

## Alternatives structurelles

C'est au cours de la même décennie que le CNCD-11.11.11 commença à s'impliquer dans des campagnes pour revendiquer des alternatives internationales et s'attaquer de manière structurelle aux inégalités Nord-Sud et aux causes de la pauvreté. Ces alternatives, souvent qualifiées d'utopistes lorsqu'elles furent proposées, ont généralement été progressivement prises en compte par les gouvernements, même si de manière insuffisante.

La dette du tiers-monde, par exemple, est devenue un sujet central des G7 successifs au début des années 2000, abou-

tissant à une initiative d'allègement de la dette d'une trentaine de pays pauvres. La question de l'égalité des sexes est devenue un des huit Objectifs du millénaire adoptés par les Nations unies en 2000, tandis que la taxation des transactions financières internationales a été défendue en Belgique par une loi votée en juillet 2004 par le parlement belge, avant qu'elle ne soit récemment proposée par la Commission européenne en 2011. Quant à la souveraineté alimentaire, elle fait désormais partie du vocabulaire des décideurs politiques, même si cela n'est jusqu'ici resté qu'une évolution essentiellement sémantique. Le CNCD-11.11.11 a ainsi contribué à populariser des alternatives inconnues du grand public et snobées par les décideurs politiques, mais qui sont petit-à-petit devenues des enjeux traités dans les principales enceintes internationales.

Enfin, plusieurs campagnes de plaidoyer ont eu pour objectif de contrer des décisions internationales qui auraient aggravé les inégalités Nord-Sud. Ce fut par exemple le cas des campagnes contre les politiques d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale ou de celle menée au début des années 2000 contre la politique des brevets imposés par les firmes pharmaceutiques et rendant les médicaments trop chers pour la majorité des populations du Sud. Pierre Galand, président du CNCD-11.11.11 de 1994 à 2002, se rappelle aussi du combat pour le déliement de l'aide dans les années 90 : « Nous avons dénoncé le fait qu'une bonne part de l'aide belge était liée, c'est-à-dire qu'elle impliquait pour les pays bénéficiaires d'acheter en contrepartie des fournitures d'entreprises belges. »

Au fil des ans, le CNCD-11.11.11 a ainsi tenté d'articuler la mise en œuvre de ses trois missions de manière cohérente, en vue de renforcer les capacités des partenaires du Sud et de promouvoir des avancées politiques structurelles pour contribuer à l'éradication de la pauvreté dans le monde. Avec le temps, les enjeux ont évolué et se sont élargis, pour inclure les questions liées au commerce international, au système financier international ou, plus récemment, à l'environnement et au climat. En effet, le développement ne doit plus seulement permettre de garantir les droits humains fondamentaux dans le Sud. Il se doit également d'être suffisamment soutenable pour que la prospérité d'aujourd'hui n'hypothèque pas les conditions de la prospérité de demain. C'est tout l'enjeu de la campagne pour la justice climatique lancée en 2011 par le CNCD-11.11.11.



# La solidarité, ça paie!

Depuis 45 ans, l'Opération 11.11.11 soutient des projets un peu partout dans le Sud. Une longue histoire marquée par d'importantes évolutions dans la façon de penser la coopération. Mais aussi, cela vaut la peine d'être souligné, marquée par des conquêtes et des avancées. Retour sur quelques projets qui montrent que la solidarité internationale, ça fonctionne !

NICOLAS VAN NUFFEL

Responsable département Plaidoyer, CNCD-11.11.11

# Soudan du Sud

## Une maladie définitivement éradiquée !

**Au début des années 2000, le Soudan est marqué par la guerre civile. Un autre fléau vient s'ajouter à la guerre : le Sud-Soudan s'avère en effet le dernier refuge au monde de la peste bovine. C'est sans compter la ténacité de la population qui, avec l'appui de Vétérinaires sans frontières et de l'Opération 11.11.11, va réaliser l'inespéré : éradiquer définitivement la maladie !**

Tout au long des 30 dernières années, le Soudan a été associé dans l'actualité à la violence. Violence des deux guerres qui s'y sont déroulées, au Darfour et entre le Nord et le Sud du pays. Violence du régime d'Omar el-Béchir, poursuivi par la Cour pénale internationale pour crime contre l'Humanité. Violence enfin des famines qui y ont sévi, en conséquence directe de ce qui précède.

Car si l'environnement désertique joue évidemment un rôle dans ces famines, il n'est pas tout. La guerre, en détruisant les structures de l'État et en déstructurant les communautés, a en effet longtemps empêché de lutter efficacement contre les véritables causes de la faim, dont les épidémies animales. Comme le dit si bien le slogan de Vétérinaires sans frontières (VSF) : « Quand le troupeau est malade, c'est le village qui meurt ».

### Améliorer les conditions d'élevage

C'est pourquoi VSF a entamé dès 1995 un programme visant à améliorer les conditions d'élevage dans le sud du pays et, en particulier, à lutter contre la peste bovine. Il faut savoir en effet que cette maladie est depuis toujours la plus redoutée par les éleveurs. « C'est comme le choléra pour les êtres humains », souligne Rizig Elisama Loma, directeur de l'Institut de formation en élevage Marial Lou. « En deux jours, plus de 20 têtes de bétail peuvent mourir », avec les conséquences que l'on imagine pour des familles qui dépendent souvent exclusivement de l'élevage pour leur subsistance.

Après une première phase essentiellement consacrée à des campagnes de vaccination, les foyers de la maladie sont pour la plupart éteints au début des années 2000. C'est alors que VSF et son partenaire, la Relief Association Southern Sudan (RASS), lancent la deuxième phase du programme, avec le soutien de l'Opération 11.11.11. L'objectif est ambitieux : éradiquer définitivement la maladie.

### Stratégie participative

Pour ce faire, ce sont les ressources des communautés elles-mêmes qui sont mobilisées. Elles seules sont en effet capables de veiller au quotidien pour détecter tout signe avant-coureur d'une résurgence de la maladie. Le programme se concentre donc sur le renforcement des capacités de ces communautés, au travers de la sensibilisation et, plus particulièrement, de la formation de « travailleurs communautaires de santé animale », maillon essentiel de la chaîne de transmission entre les éleveurs et les autorités. Le tout, bien entendu, avec l'appui de vétérinaires de terrain.

Cette stratégie participative porte assez rapidement ses fruits : en donnant aux communautés un rôle actif, elle permet non seulement d'améliorer l'efficacité du système d'alerte, mais rend à celles-ci une confiance en elles essentielle à la reconstruction du pays. En quelques années, la peste bovine disparaît de la région et, avec elle, une épée de Damoclès qui pesait sur toute perspective de développement. Pour John Chol, inspecteur pour la santé animale, les choses sont claires : « L'éradication de la peste bovine n'aurait pas été possible sans le projet ! J'ai vu les ravages de la peste quand j'étais enfant. Je vivais

« ICI, LE BÉTAIL EST LA RESSOURCE LA PLUS IMPORTANTE POUR VIVRE ! »

dans la communauté de mon oncle : la peste y a décimé 70 vaches ! Vous savez, ici, le bétail est la ressource la plus importante pour vivre ! »

Un programme qui n'aura pas été mené en vain : plus aucun cas de peste bovine n'ayant été observé depuis 2001, l'Organisation mondiale de la santé animale a officiellement décrété en mai 2011 que la peste bovine était la première maladie animale éradiquée de la surface de la Terre. Et le Soudan du Sud, indépendant depuis l'été 2011, peut désormais envisager de se reconstruire sans craindre le retour de ce fléau.

# Au Brésil, la solidarité a permis de renvoyer les militaires dans leurs casernes

**Bien avant d'être le symbole de tout un pays, Lula fut un dirigeant syndical et un opposant à la dictature militaire qui sévissait au Brésil. Une opposition qui, pour se réorganiser, a pu compter sur le soutien des ONG belges et de l'Opération 11.11.11.**

Lorsque le CNCD-11.11.11 est créé, en 1966, Entraide & Fraternité fait déjà partie de ses membres. À la même époque, le Brésil est dirigé par un régime militaire. Celui-ci soigne cependant son image de marque et garde un profil relativement modéré. Mais deux ans plus tard, face aux mouvements massifs de contestation du printemps 1968, la junte durcit la répression. Commencent alors les « années de plomb », où toute forme d'organisation des mouvements sociaux est pourchassée et les leaders arrêtés, torturés, exilés, voire assassinés. L'impact de la répression est terrible, non seulement pour les activistes qui en sont victimes, mais aussi pour toute la société, déstructurée par la disparition de la société civile et désorientée par la propagande de la junte.

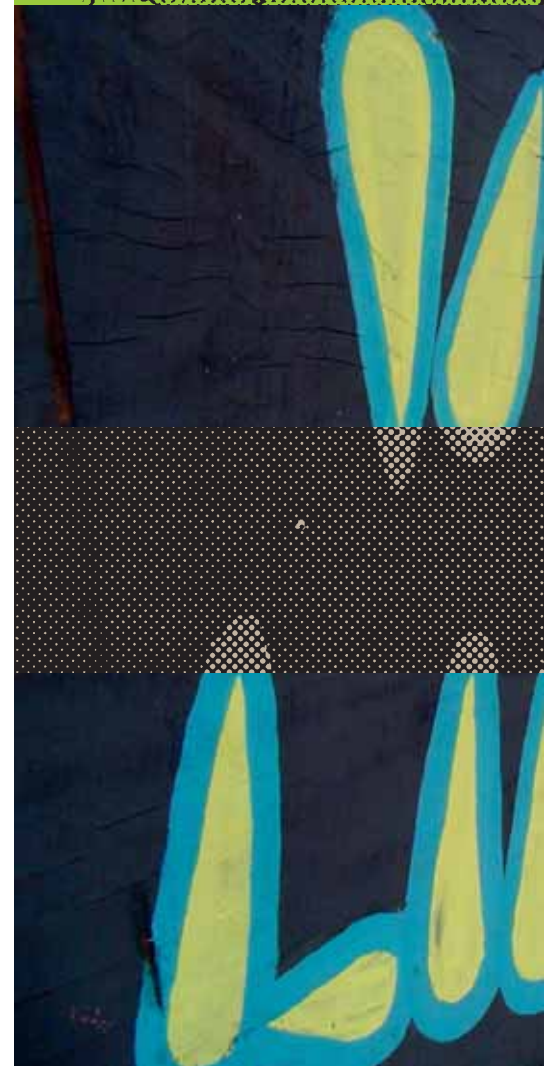
## Les Églises en pointe

Heureusement, la solidarité internationale s'organise. Elle passera bien souvent par le biais des Églises, notamment via les réseaux d'anciens de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Très tôt, Entraide & Fraternité sera l'un des noyaux du soutien aux opposants brésiliens. Mais les choses se concrétisent surtout à partir du milieu des années 1970.

En 1976 a lieu dans le plus grand secret une réunion de leaders syndicaux et populaires venus de tout le pays. Ensemble, ils identifient le chemin pour mettre à bas la dictature. Ce chemin passe par la réorganisation des mouvements sociaux, mais celle-ci ne peut avoir lieu sans assurer la formation d'une nouvelle génération de leaders capables d'accompagner ces mouvements dans la durée. De cette réunion naîtra le Centre d'action communautaire (CEDAC), qui ne pourra cependant voir le jour officiellement qu'en 1979, après le vote de la Loi d'amnistie qui permet aux opposants de sortir de l'ombre et aux exilés de rentrer au pays. « Au début, nous devions tout faire en secret », se souvient Angelina de Oliveira, l'une des fondatrices. « Pour ne pas attirer l'attention, nous en étions réduits à commander un gâteau à chaque fois que nous nous réunissions, et nous nous mettions à chanter 'joyeux anniversaire' dès qu'il y avait un mouvement suspect ! »

## Formation de dirigeants syndicaux

Peu à peu, les mouvements se réorganisent et le CEDAC y joue un rôle primordial. Il assure en particulier la formation des dirigeants syndicaux qui organisent les grandes grèves de 1977 à 1979. Le mouvement prend de plus en plus d'ampleur et la dictature finit par plier : le pays prend le chemin de la démocratie. Lentement. Tout au long des années 1980, le CEDAC, soutenu par Entraide & Fraternité et l'Opération



## BRÉSIL : les métallos de São Paulo

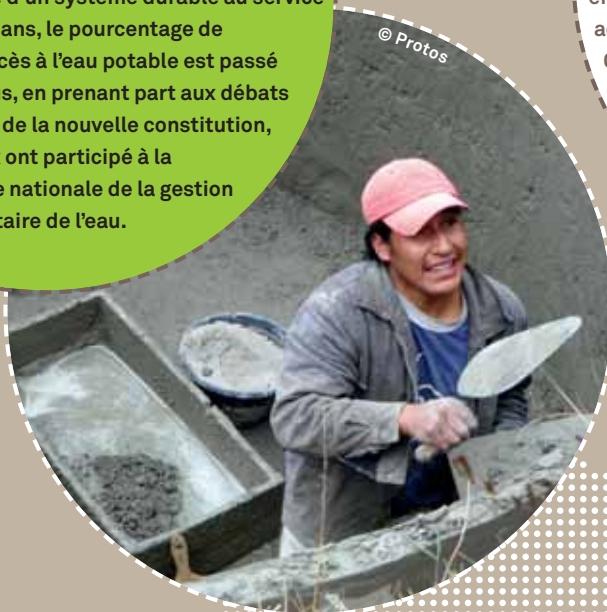
**blindés**  
Depuis plus de trente jours, les ouvriers métallurgistes de São Paulo, sont en grève. Le général Figueiredo avait déclaré le 1<sup>er</sup> mai que « notre législation syndicale a besoin d'une modernisation courageuse pour refléter la nouvelle situation sociale ». En 1980, les défilés et défilés du 1<sup>er</sup> mai sont interdits à São Paulo. Malgré les barrages dressés par l'armée, des dizaines de milliers de métallos se sont dirigés vers l'église São Bernadette. L'heureux homme devait célébrer une



# Échos des projets

## Équateur : des milliers de familles s'assurent l'accès à l'eau

En Équateur, Protos et son partenaire, le Cedir, ont soutenu les acteurs locaux pour garantir l'accès à l'eau. En s'occupant des infrastructures, mais aussi de la formation des communautés locales, le projet a permis la mise en place d'un système durable au service de la population. En 13 ans, le pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable est passé de 40% à 70% ! De plus, en prenant part aux débats lors de l'élaboration de la nouvelle constitution, les acteurs locaux ont participé à la reconnaissance nationale de la gestion communautaire de l'eau.



© Protos

## Sénégal : la mobilisation renvoie l'Europe s'occuper de ses oignons !

Face au blocage des négociations à l'Organisation mondiale du commerce, l'Union européenne (UE) multiplie depuis dix ans les accords commerciaux bilatéraux avec les pays du Sud. Ceux-ci négocient alors en position de faiblesse face à une UE qui exige le plein accès aux marchés locaux. Mais au Sénégal, le CONGAD, partenaire du CNCD-11.11.11, est parvenu à mobiliser la population contre l'Accord de partenariat économique (APE). Au point que le président Wade a fini par refuser de signer cet accord, fin 2007.

## Bolivie : comment l'Opération 11.11.11 vous a permis de manger du quinoa

Dans les années 1980, l'Opération 11.11.11 a servi de levier pour permettre aux producteurs de l'Altiplano bolivien de développer le quinoa. Avec l'appui de SOS Faim, ceux-ci se sont organisés et ont transformé cette culture essentiellement destinée à l'autoconsommation en un produit destiné au marché national et international. En développant les activités de transformation et de commercialisation, l'ANAPQUI a permis aux producteurs de se passer des intermédiaires et de garantir un prix digne aux producteurs locaux. Au point de représenter jusqu'à 45% des exportations boliviennes de quinoa.

## RDC : permettre aux victimes de violences sexuelles de repandre leur destin en main

Les femmes sont de loin les premières victimes du conflit qui fait rage depuis 15 ans en République démocratique du Congo. Victimes multiples, elles subissent à la fois les conséquences de l'insécurité générale, la menace de violences sexuelles, souvent utilisées comme arme de guerre, et l'exclusion sociale quand elles sont elles-mêmes victimes de viol. Avec l'appui du Fonds André Ryckmans, des organisations congolaises aident ces femmes à retrouver autonomie économique et dignité. En deux ans, 125 femmes ont ainsi pu développer une activité économique grâce à un appui à l'élevage.



© Le Monde selon les femmes

**Palestine :**  
occuper la terre pour  
lutter contre l'occupation

Avec le durcissement de l'occupation israélienne, la situation dans les Territoires palestiniens ne cesse de se détériorer. Face à l'enclavement qui constitue un frein au développement économique, Oxfam solidarité a lancé en 2008 avec son partenaire, l'Union of Agricultural Work Committees, un programme d'appui aux agriculteurs de Cisjordanie. Le projet a permis d'augmenter la production agricole, bénéficiant à plus de 500 familles rurales et donnant de l'emploi à plus de 2.000 travailleurs.



**Bangladesh :**  
la mortalité infantile  
n'est pas une fatalité

Au Bangladesh, les indicateurs dans le domaine de la santé sont inquiétants : 70% de la population n'a pas accès aux soins de santé primaire. Dans ce contexte, l'action menée par l'organisation « Gonoshasthaya Kendra », en partenariat avec Solidarité mondiale, a permis de transformer la vie d'un million et demi de personnes, grâce à la mise en place de six hôpitaux et trente-neuf centres de santé. Le tout, en garantissant une tarification solidaire des soins et en assurant la responsabilisation des autorités publiques !



**Burundi :**  
les caféiculteurs  
montrent que  
la solidarité, ça paye !

Entre guerre civile et privatisations, la situation des caféiculteurs burundais s'est singulièrement détériorée depuis vingt ans. Au point que la plupart d'entre eux n'ont plus les moyens d'accéder aux soins de santé de base. En soutenant le programme de promotion des mutuelles de santé des caféiculteurs du Burundi, Solidarité socialiste a permis à plus de trente mille personnes de retrouver les moyens d'accéder à la santé. Les bénéficiaires payent jusqu'à 50% moins cher pour se faire soigner et la mortalité est en nette diminution.



**RDC :**  
les paysannes  
rappellent que  
la souveraineté  
alimentaire passe par  
le respect de leurs droits

En mettant en place une méthodologie qui utilise la formation et l'échange pour alimenter recherche et plaidoyer, le Monde selon les femmes permet aux organisations de femmes de RDC de prendre leur destin en main et de se faire reconnaître comme actrices de développement. En se concentrant plus particulièrement sur la souveraineté alimentaire, ce programme permet aux femmes paysannes de faire valoir leurs droits. Une orientation fondamentale, quand on sait que les femmes sont responsables de plus de 80% de la production alimentaire en Afrique !

**RDC :**  
les travailleurs  
de l'informel ne sont  
pas non plus des outils !

En République démocratique du Congo, le secteur formel ne représente qu'une part infime de l'économie. 90% de la population active travaille en effet dans l'informel, bien souvent en l'absence de toute forme de droits. C'est pourquoi, avec l'appui de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC Belgique), la Confédération des syndicats du Congo (CSC Congo) a décidé de viser directement les travailleurs informels pour les aider à s'unir et à défendre leurs droits. Quinze bureaux de proximité ont ainsi été ouverts à Kinshasa au cours des trois dernières années.